LA MAURITANIE (LISTE DE SURVEILLANCE DU 2eme TIERS)

La Mauritanie est un pays source et destinataire pour les hommes, les femmes, et les enfants trafiqués pour les buts du travail forcé. Bien que l'esclavage ait été officiellement proscrit en 1980, les vestiges de l'esclavage demeurent, en particulier dans des régions éloignées du pays, cette situation découlant des rapports maître-esclave héréditaires hérités d'une génération à la suivante. Bien qu'il s'agisse d'une idée de statut inégal, ce rapport peut être comparé parfois avec celui de la famille, avec les besoins physiques de l'esclave prévu, même dans le vieil âge, en échange du travail effectué. Les exemples de l'esclavage traditionnel - défini par le non-réception de paiement pour le travail exécuté et comme l'interdiction de quitter sa situation - existent censément, mais deviennent moins fréquente car la population devient de moins en moins nomade et de plus en plus urbanisée. Cependant, il y a longtemps que ces rapports étés engravés dans leurs mentalités collectifs et sont difficiles à transformer. Les anciens esclaves, bien que légalement libres, ne puissent pas normalement améliorer leur situation, car ils ne sont pas éduqués et n'ont aucun capital personnel ou qualification commercialisable. Sans options viables de travail, il y a peu de possibilité de l'indépendance économique, et l'interdépendance traditionnelle reste perpétuée.

Une visite de service officielle à la Mauritanie a été conduite en mars 2004 pour avoir une meilleure compréhension des complexités sociales entourant les vestiges allégués de l'esclavage. Cette recherche n'a, d'une manière concluante, confirmé ni nié la pratique continuée des formes traditionnelles d'esclavage.

Un nombre relativement petit de garçons Mauritaniens, venus presque tous de Pulaar et de tribus relatives, sont envoyés aux villes pour travailler et pour recevoir l'instruction coranique sous la tutelle d'un marabout pour lequel ils sont forcés de mendier, parfois au-delà de 12 heures par jour. De tels garçons, connus sous le nom de talibé, viennent également du Sénégal, du Mali, et du Niger. Tandis que quelques marabouts fournissent l'instruction coranique complète, d'autres ont tiré profit de la tradition pour courir des réseaux d'enfants obligés à mendier. Il y a aussi des rapports non confirmés des réseaux de prostitution d'enfants.

Le gouvernement de la Mauritanie n'est pas conforme entièrement aux normes minimums pour l'élimination de la traite des personnes ; cependant, il fait des efforts significatifs pour atteindre cet objectif. La Mauritanie se retrouve sur le rapport cette année en résultat des informations nouvellement disponibles qui indiquent un problème significatif de la traite humaine. Elle a

été placée sur la "watch list" (liste de surveillance) du deuxième tiers pour ne pas avoir fourni l'évidence d'une augmentation des efforts de combattre la traite des personnes. Le gouvernement devrait manifester son engagement à éliminer l'esclavage en vulgarisant vigoureusement la nouvelle loi contre la traite des personnes et en vulgarisant toutes les convictions provenant de cette loi, en particulier dans les sections enclavés du pays et parmi les groupes vulnérables de la population tels que les adultes analphabètes, les Maures noirs démunis et les indigents économiques. Il devrait également fournir l'éducation pour la société civile sur des droits du travail, y compris la prostitution forcée en particulier celui des enfants. Des programmes économiques et sociaux devraient être développés pour mieux intégrer les anciens esclaves dans la société, et une campagne de sensibilisation de base devrait être lancée pour les instruire sur leurs droits, leurs libertés et leurs opportunités.

Poursuite

Le gouvernement a passé la loi contre la traite des personnes en juillet 2003 qui interdit le travail non-rémunéré, le travail forcé, et l'exploitation pour la prostitution. Les pénalités incluent cinq à dix ans de travail obligatoire et une amende substantielle. Pour vulgariser cette nouvelle loi, le gouvernement l'a publicisé par radio, par télévision, et à des campagnes dans les journaux en français, en Arabe, et en langues nationales en juillet et décembre 2003. Une autre campagne, qui s'est concentrée sur le contexte légal de la loi contre la traite des personnes, a commencé en début septembre 2003. Le gouvernement n'a poursuivi aucun point de droit contre des trafiquants en vertu de la nouvelle loi.

Protection

Le gouvernement ne fournit pas des services de protection de victime. En 2003, la commission de droits de l'homme a fourni à un nombre restreint de descendants d'anciens esclaves, connus sous le nom de Haratines, la formation professionnelle par l'intermédiaire des centres mobiles envoyés aux régions éloignées.

Empêchement

Le gouvernement n'a pris aucune mesure en 2003 pour empêcher la traite des personnes.